

Art. 2. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 3 december 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44242]

3 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 60 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 novembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2020;

Vu le rapport du 5 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire qui est de nature à mettre en péril les secteurs et dispositifs du secteur public ainsi que les objectifs qu'ils visent à rencontrer;

Vu l'avis 68.260/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 par laquelle il marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 21 octobre 2020 par laquelle il a marqué son accord sur la date de fin de la mesure d'immunisation, à savoir le 31 mars 2021;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoirs et, notamment celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation;

Considérant l'impact profond de cette crise et des mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, notamment, sur le financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et dispositifs du secteur public ainsi que les objectifs qu'ils visent à rencontrer;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi des services dans ces secteurs et d'assurer le respect des droits de leurs bénéficiaires;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant, notamment, des politiques de la santé et du handicap afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet;

Considérant l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent actuellement les services et établissements agréés et subventionnés quant au niveau de financement auquel ils peuvent prétendre, compte tenu de la variation importante dans leurs activités due à la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que le risque découlant de cette insécurité juridique et financière est que ces services et établissements réduisent leur niveau de service et de qualité de prise en charge à destination des bénéficiaires;

Considérant le caractère particulièrement indispensable du maintien de l'offre de service et de la qualité de prise en charge dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19;

Considérant, par tous ces éléments, l'urgence d'adopter rapidement des mesures d'immunisation du financement des opérateurs de la santé et du handicap,

Considérant que, pour certains opérateurs subventionnés, le financement des années 2022 et 2023 sera impacté par les mesures prises en matière d'immunisation durant les années 2020 et 2021;

Considérant dès lors la nécessité d'adapter les paramètres de calcul pour les années à venir en fonction des activités observées en 2020 et 2021;

Considérant que ces dispositions ont été intégrées d'emblée dans le dispositif par souci de lisibilité des mesures;

Considérant qu'en l'absence d'information quant aux mesures spécifiques prises pour neutraliser la période de crise sanitaire actuelle sur le mode de calcul des financements accordés en 2022 et 2023, les opérateurs sont confrontés à un flou ne leur permettant pas d'anticiper l'impact de la crise sur leur financement;

Sur proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition transversale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Mesures relatives aux services d'aide aux familles et aux aînés*

Art. 2. § 1^{er}. A l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « pour les années 2021 et 2022 » et « dans le courant de l'année 2020 » sont remplacés respectivement par les mots « pour les années 2021, 2022 et 2023 » et « dans le courant des années 2020 et 2021 ».

§ 2. A l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « des contingents 2021 et 2022 » sont remplacés par « des contingents 2021, 2022 et 2023 ».

Art. 3. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, un nouvel article 2/1 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 2/1. Par dérogation à l'article 342 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, pour les années 2020 et 2021, la subvention accordée à chaque service est égale à la subvention indexée perçue par ce service en 2019 si le montant calculé sur base des heures prestées dans les communes pour l'année concernée est inférieur au montant indexé octroyé en 2019 ».

Art. 4. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le Ministre de la santé et de l'action sociale prévoit la manière dont la majoration doit être appliquée ».

Art. 5. A l'article 4 l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « pour l'année 2020 » sont remplacés par les mots « pour les années 2020 et 2021 ».

Art. 6. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, un nouvel article 4/1 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 4/1. Par dérogation à l'article 338 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, et dans la mesure où les crédits disponibles le permettent, seules les activités réellement effectuées par les services au-delà des limites de leur contingent en 2020 et 2021 peuvent faire l'objet des subventions fixées aux articles 341, 343 et 344 du Code précité. La majoration d'heures accordée en vertu de l'article 3 ne peut être prise en considération dans le cadre de l'application de l'article 338. ».

CHAPITRE III. — *Mesures relatives aux services financés par le biais d'une convention de revalidation visée à l'article 1^{er}, 6^o, du Code wallon de l'action sociale et de la santé*

Art. 7. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur ce mois en 2020 » sont remplacés par « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur le mois concerné ».

Art. 8. Dans l'article 6, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « ne s'applique pas pour l'année 2020 » sont remplacés par les mots « ne s'applique pas pour les années 2020 et 2021 ».

CHAPITRE IV. — *Mesures relatives aux établissements d'accueil et d'hébergement pour aînés*

Art. 9. Dans l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur ce mois en 2020 » sont remplacés par « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur le mois concerné. »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, il est tenu compte des modifications de capacité survenues entre le mois de référence de l'année 2019 et le mois concerné. ».

Art. 10. Aux articles 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, les mots « la période de référence s'étalant du 1^{er} juillet 2020 au 30 septembre 2020 » sont chaque fois remplacés par les mots « la période de référence s'étalant du 1^{er} juillet 2020 à la date définie par la Ministre ».

Art. 11. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « des centres de soins de jour » sont remplacés par les mots « des maisons de repos et maisons de repos et de soins ».

CHAPITRE V. — *Mesures relatives aux maisons de soins psychiatriques*

Art. 12. A l'article 13 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur ce mois en 2020 » sont remplacés par « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur le mois concerné ».

CHAPITRE VI. — *Mesures relatives aux initiatives d'habitations protégées*

Art. 13. A l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur ce mois en 2020 » sont remplacés par les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur le mois concerné ».

CHAPITRE VII. — *Mesures relatives aux services intégrés d'aide et de soins à domicile*

Art. 14. A l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur ce mois en 2020 » sont remplacés par les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur le mois concerné ».

CHAPITRE VIII. — *Mesures relatives à la concertation autour du patient psychiatrique*

Art. 15. A l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur ce mois en 2020 » sont remplacés par les mots « le nombre de forfaits effectivement réalisés sur le mois concerné ».

CHAPITRE IX. — *Mesures relatives aux associations de santé intégrée*

Art. 16. A l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « pour l'année 2020 » sont remplacés par les mots « pour les années 2020 et 2021, liquidées respectivement en 2021 et 2022 ».

Art. 17. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, il est inséré un article 20/1, rédigé comme suit : « Art. 20/1. § 1^{er}. Dans le cas où les paramètres d'activités réels pour l'année concernée sont inférieurs aux paramètres d'activité de l'année 2019 en raison des mesures liées à crise sanitaire du COVID-19, les subventions auxquelles peuvent prétendre les associations de santé intégrées créées en 2019 pour les années 2020 et 2021, et qui sont liquidées respectivement en 2021 et 2022, correspondent au montant indexé de la subvention à laquelle a pu prétendre l'association de santé intégrée en 2019, hors prime d'installation visée à l'article 1553/1.

§ 2. Les subventions 2020 et 2021 auxquelles peuvent prétendre les associations de santé intégrées créées en 2020, et qui sont liquidées respectivement en 2021 et 2022, correspondent au montant indexé de la subvention à laquelle a pu prétendre l'association de santé intégrée en 2020, en dehors de la prime d'installation visée à l'article 1553/1. ».

CHAPITRE X. — *Mesures relatives aux centres de coordination de soins à domicile*

Art. 18. A l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, les mots « pour l'année 2021 » sont remplacés par les mots « pour les années 2021 et 2022 ».

CHAPITRE XI. — *Mesures relatives au prix d'hébergement des établissements hospitaliers agréés par la Région wallonne*

Art. 19. A l'article 22 de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, les mots « le nombre de forfaits « prix d'hébergement » effectivement réalisés sur ce mois en 2020 » sont remplacés par « le nombre de forfaits « prix d'hébergement » effectivement réalisés sur le mois concerné ».

CHAPITRE XII. — *Mesures relatives aux services d'accueil, d'hébergement et d'aide en milieu de vie du secteur handicap*

Art. 20. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap, les modifications suivantes sont apportées :

1° aux articles 3 à 11, et 13 à 16, les mots « pour l'année 2020 » sont chaque fois remplacés par les mots « pour les années 2020 et 2021 »;

2° aux articles 12 et 17, les mots « la période 2020 » et les mots « en 2020 » sont remplacés par les mots « la période 2020-2021 » et « en 2020 et 2021 »;

3° à l'article 25, les mots « de l'année 2020 » sont remplacés par les mots « des années 2020 et 2021 »;

4° aux articles 26, 27, 28, 31, 33, les mots « pour l'année 2020 » sont chaque fois remplacés par les mots « pour les années 2020 et 2021 »;

5° aux articles 30 et 32, les mots « pour une durée d'un an » sont chaque fois remplacés par les mots « pour une durée de deux ans » et les mots « L'année 2020 n'est pas prise en considération » sont chaque fois remplacés par les mots « Les années 2020 et 2021 ne sont pas prises en considération »;

6° les alinéa 1^{er} des articles 30 et 32 sont complétés par les mots « pour autant que les services aient pris leurs dispositions pour reprendre un niveau d'activité maximal dès le 1^{er} septembre 2020, compte tenu des règles de sécurité sanitaire en vigueur à cette date »;

7° à l'article 34, les mots « pour l'année 2021 » sont remplacés par les mots « pour les années 2021 et 2022 ».

CHAPITRE XIII. — *Dispositions générales*

Art. 21. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, un nouvel article 23/1 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 23/1. Le Ministre de la santé et de l'action sociale prévoit les modalités de contrôle liées à l'application des mesures d'immunisation. ».

Art. 22. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap, un nouvel article 36/1 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 36/1. Le Ministre de l'action sociale prévoit les modalités de contrôle liées à l'application des mesures d'immunisation. ».

Art. 23. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, un nouvel article 2/1 est inséré, rédigé comme suit : « Art. 2/1. Le Ministre de la santé et de l'action sociale prévoit les modalités de contrôle liées à l'application des mesures d'immunisation. ».

CHAPITRE XIV. — *Dispositions finales.*

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Art. 25. La Ministre de la Santé et de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 3 décembre 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44242]

3 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, artikel 2, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 36 van 7 mei 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 november 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 november 2020;

Gelet op het rapport van 5 november 2020, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ingegeven door de context van de gezondheidscrisis die de sectoren en regelingen van de openbare sector, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Gelet op het advies nr. 68.260/4 van de Raad van State, gegeven op 16 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 maart 2020 waarbij ze instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 21 oktober 2020 waarbij zij akkoord ging met de einddatum van de vrijstellingsmaatregel, namelijk 31 maart 2021;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheidscrisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen, en met name de maatregelen die aan het einde van de vergadering van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn genomen, om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de diepgaande impact van deze crisis en de maatregelen die nodig zijn om de COVID-19-epidemie te bestrijden, met name voor de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de crisis COVID-19;

Overwegende dat de gezondheidscrisis de sectoren en regelingen van de openbare sector, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de voorziene maatregelen essentieel zijn om de tewerkstelling van de diensten in deze sectoren te garanderen en de eerbiediging van de rechten van de begunstigden ervan te waarborgen;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het gezondheids- en handicapbeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Gelet de rechtsonzekerheid waarin de erkende en gesubsidieerde diensten en instellingen zich momenteel bevinden met betrekking tot de hoogte van de financiering waarop zij recht hebben, gezien de aanzienlijke variatie in hun activiteiten als gevolg van de gezondheidscrisis COVID-19;

Overwegende dat het risico als gevolg van deze juridische en financiële onzekerheid is dat deze diensten en instellingen hun niveau van dienstverlening en de kwaliteit van de zorg die zij aan de begunstigden verlenen, kunnen verlagen;

Overwegende dat de instandhouding van het dienstenaanbod en de kwaliteit van de zorg in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 bijzonder onmisbaar is;

Overwegende dat het gezien al deze elementen dringend is om snel maatregelen te nemen met het oog op de vrijstelling van de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector;

Overwegende dat de financiering van de jaren 2022 en 2023 voor bepaalde gesubsidieerde operatoren zal worden beïnvloed door de maatregelen die in de jaren 2020 en 2021 met betrekking tot de vrijstelling zijn genomen;

Overwegende dat de berekeningsparameters voor de komende jaren aangepast moeten worden aan de activiteiten die in 2020 en 2021 zijn waargenomen;

Overwegende dat deze bepalingen met het oog op de leesbaarheid van de maatregelen van meet af aan in de regeling zijn opgenomen;

Overwegende dat de operatoren, bij gebrek aan informatie over de specifieke maatregelen die zijn genomen om de huidige periode van gezondheidscrisis te neutraliseren met betrekking tot de berekeningswijze van de in 2022 en 2023 toegekende financiering, geconfronteerd worden met een gebrek aan duidelijkheid waardoor zij niet kunnen anticiperen op de gevolgen van de crisis voor hun financiering;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Overkoepelende bepaling*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen betreffende de hulpdienst voor gezinnen en bejaarde personen*

Art. 2. § 1. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "voor de jaren 2021 en 2022" en de woorden "in de loop van het jaar 2020" respectievelijk vervangen door de woorden "voor de jaren 2021, 2022 en 2023" en "in de loop van de jaren 2020 en 2021".

§ 2. In artikel 2, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "van de contingenten voor 2021 en 2022" vervangen door de woorden "van de contingenten voor 2021, 2022 en 2023".

Art. 3. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector wordt een nieuw artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 2/1. In afwijking van artikel 342 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid is de aan elke dienst toegekende subsidie gelijk aan de geïndexeerde subsidie die deze dienst in 2019 heeft ontvangen, indien het bedrag berekend op basis van de in het betrokken jaar in de gemeenten gepresteerde uren, lager is dan het in 2019 toegekende geïndexeerde bedrag".

Art. 4. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt: "De Minister van Gezondheid en Sociale Actie voorziet in de wijze waarop de verhoging toegepast moet worden".

Art. 5. In artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "voor het jaar 2020" vervangen door de woorden "voor de jaren 2020 en 2021".

Art. 6. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector wordt een nieuw artikel 4/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 4/1. In afwijking van artikel 338 van het Reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid en voor zover de beschikbare kredieten het toelaten, kunnen enkel de activiteiten die in 2020 en 2021 daadwerkelijk verricht worden door de diensten boven de grenzen van hun contingent, het voorwerp uitmaken van de subsidies die in de artikelen 341, 343 en 344 van voormeld Wetboek zijn voorzien. De verhoging van het aantal uren dat overeenkomstig artikel 3 wordt toegekend, mag niet in aanmerking worden genomen in het kader van de toepassing van artikel 338".

HOOFDSTUK III. — *Maatregelen met betrekking tot diensten die worden gefinancierd door middel van een revalidatieovereenkomst bedoeld in artikel 1, 6°, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 7. In artikel 5 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor die maand in 2020" vervangen door de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor de betrokken maand".

Art. 8. In artikel 6, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "voor het jaar 2020 niet van toepassing" vervangen door de woorden "voor de jaren 2020 en 2021 niet van toepassing".

HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen betreffende de opvang- en huisvestingsinrichtingen voor bejaarden*

Art. 9. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor die maand in 2020" worden vervangen door de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor de betrokken maand.";

2° het wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Voor de toepassing van het eerste lid wordt rekening gehouden met de wijzigingen van de capaciteit tussen de referentiemaand 2019 en de betrokken maand.".

Art. 10. In de artikelen 4, 5, 6 en 7 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie worden de woorden "de referentieperiode die loopt van 1 juli tot 30 september 2020" telkens vervangen door de woorden "de referentieperiode die loopt van 1 juli 2020 tot de door de Minister vastgestelde datum".

Art. 11. In artikel 9, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "van de dagverzorgingscentra" vervangen door de woorden "van de rustoorden en de rust- en verzorgingstehuizen".

HOOFDSTUK V. — Maatregelen betreffende de psychiatrische verzorgingstehuizen.

Art. 12. In artikel 13 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor die maand in 2020" vervangen door de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor de betrokken maand".

HOOFDSTUK VI. — Maatregelen betreffende de initiatieven voor beschut wonen

Art. 13. In artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor die maand in 2020" vervangen door de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor de betrokken maand".

HOOFDSTUK VII. — Maatregelen betreffende de geïntegreerde diensten voor thuishulp en -verzorging

Art. 14. In artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor die maand in 2020" vervangen door de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor de betrokken maand".

HOOFDSTUK VIII. — Maatregelen betreffende het overleg rond de psychiatrische patiënt

Art. 15. In artikel 17 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor die maand in 2020" vervangen door de woorden "het aantal daadwerkelijk uitgevoerde forfaits voor de betrokken maand".

HOOFDSTUK IX. — Maatregelen betreffende geïntegreerde gezondheidsverenigingen

Art. 16. In artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "voor het jaar 2020" vervangen door de woorden "voor de jaren 2021 en 2022".

Art. 17. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector wordt een nieuw artikel 20/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 20/1. § 1. Indien de werkelijke activiteitenparameters voor het betrokken jaar lager zijn dan de activiteitenparameters voor het jaar 2019 als gevolg van de maatregelen in verband met de gezondheidscrisis COVID-19, komen de subsidies waarop de in 2019 opgerichte geïntegreerde gezondheidsverenigingen voor de jaren 2020 en 2021 recht hebben en die in respectievelijk 2021 en 2022 worden uitbetaald, overeen met het geïndexeerde bedrag van de subsidie waarop de geïntegreerde gezondheidsvereniging in 2019 recht had, met uitzondering van de in artikel 1553/1 bedoelde installatiepremie.

§ 2. De subsidies voor 2020 en 2021 waarop de in 2020 opgerichte geïntegreerde gezondheidsverenigingen recht hebben, en die respectievelijk in 2021 en 2022 worden uitbetaald, komen overeen met het geïndexeerde bedrag van de subsidie waarop de geïntegreerde gezondheidsvereniging in 2020 recht had, met uitzondering van de in artikel 1553/1 bedoelde installatiepremie."

HOOFDSTUK X. — Maatregelen betreffende de centra voor hulpcoördinatie en thuisverzorging

Art. 18. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie worden de woorden "voor het jaar 2021" vervangen door de woorden "voor de jaren 2021 en 2022".

HOOFDSTUK XI. — Maatregelen met betrekking tot de verblijfkosten van de door het Waalse Gewest erkende ziekenhuizen

Art. 19. In artikel 22 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector worden de woorden "het aantal forfaits "verblijfkosten" dat in die maand in 2020 daadwerkelijk is gemaakt" vervangen door de woorden "het aantal forfaits "verblijfkosten" dat in de betrokken maand daadwerkelijk is gemaakt".

HOOFDSTUK XII. — Maatregelen betreffende de diensten voor de opvang, huisvesting en bijstand in de leefomgeving in de gehandicaptensector

Art. 20. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 36 van 7 mei 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de artikelen 3 tot 11 en 13 tot 16 worden de woorden "voor het jaar 2020" telkens vervangen door de woorden "voor de jaren 2020 en 2021";

2° in de artikelen 12 en 17 worden de woorden "periode van 2020" en de woorden "in 2020" vervangen door de woorden "periode 2020-2021" en de woorden "in 2020 en 2021";

3° in artikel 25 worden de woorden "voor het jaar 2020" vervangen door de woorden "voor de jaren 2020 en 2021";

4° in de artikelen 26, 27, 28, 31, 33 worden de woorden "voor het jaar 2020" telkens vervangen door de woorden "voor de jaren 2020 en 2021";

5° in de artikelen 30 en 32 worden de woorden "met een jaar" telkens vervangen door de woorden "met twee jaar" en de woorden "Het jaar 2020 wordt niet in aanmerking genomen" worden telkens vervangen door de woorden "De jaren 2020 en 2021 worden niet in aanmerking genomen";

6° het eerste lid van de artikelen 30 en 32 worden aangevuld met de woorden " op voorwaarde dat de diensten maatregelen hebben getroffen om met ingang van 1 september 2020 een maximaal activiteitsniveau te bereiken, rekening houdend met de op die datum geldende veiligheidsregels voor de gezondheid";

7° in artikel 34 worden de woorden "voor het jaar 2021" vervangen door de woorden "voor de jaren 2021 en 2022".

HOOFDSTUK XIII. — Algemene bepalingen

Art. 21. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector wordt een nieuw artikel 23/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 23/1. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie zorgt voor de controle op de toepassing van de vrijstellingsmaatregelen."

Art. 22. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 36 van 7 mei 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector wordt een nieuw artikel 36/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 36/1. De Minister van Sociale Actie zorgt voor de controle op de toepassing van de vrijstellingsmaatregelen."

Art. 23. In het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregel COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 2/1. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie zorgt voor de controle op de toepassing van de vrijstellingsmaatregelen."

HOODSTUK XIV. — Slotbepalingen

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Art. 25. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 december 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44241]

3 DECEMBRE 2020. — Arrêté ministériel relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID 19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2, § 1^{er};

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 §1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, articles 2, alinéa 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23 et 23/1, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap, articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34 et 36, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, articles 2, 4, 5, 6 et 7, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 novembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 novembre 2020;

Vu le rapport du 5 novembre 2020 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'urgence motivée par le contexte de crise sanitaire qui est de nature à mettre en péril les secteurs et dispositifs du secteur public ainsi que les objectifs qu'ils visent à rencontrer;

Vu l'avis 68.258/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 par laquelle il marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle;